



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT DES DROITS
DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA QUESTION D'UN
PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

Débats et recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation,
de la Conférence mondiale de la population et de la Conférence des
Nations Unies sur l'environnement relatifs aux divers aspects
de la mise en oeuvre des droits de l'homme

Rapport rédigé par le Secrétaire général conformément au paragraphe 3 c)
de la résolution 10 (XXXI) de la Commission

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 2	1
I. Débats et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement relatifs aux divers aspects de la mise en oeuvre des droits de l'homme	3 - 6	2
A. La dimension humaine des problèmes de l'environnement ..	7 - 16	2
B. Plan d'action pour l'environnement : recommandations d'action au niveau international	17 - 24	5
C. Dispositions institutionnelles et financières internationales	25 - 31	6
II. Débats et recommandations de la Conférence mondiale de la population relatifs aux divers aspects de la mise en oeuvre des droits de l'homme	32 - 36	8
A. Développement économique et social, politiques démogra- phiques et droits de l'homme	37 - 47	8

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
B. Développement économique et social, politiques démographiques et droit à l'autodétermination	48 - 49	11
C. Droits relatifs à la procréation et à la famille ...	50 - 55	11
D. Réduction de la mortalité et de la morbidité	56	12
E. Migrations internes et droits de l'homme	57	13
F. Migrations internationales et droits de l'homme	58 - 63	13
G. Questions relatives à la structure de la population par âges, notamment aux droits des personnes âgées et des jeunes gens	64 - 66	14
H. Mise en oeuvre du Plan d'action sur la population : rôle des gouvernements et de la coopération internationale	67 - 71	14
III. Débats et recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation relatifs aux divers aspects de la mise en oeuvre des droits de l'homme	72 - 75	16
A. Droits de l'homme, élimination de la faim et crise alimentaire mondiale	76 - 85	16
B. Mesures internationales visant à donner suite aux recommandations de la Conférence	86 - 87	19
1. Conseil mondial de l'alimentation	88	19
2. Comité de la sécurité alimentaire mondiale	89	20
3. Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire	90	20
4. Fonds international de développement agricole..	91	20
5. Mesures à prendre par le Conseil économique et social et les institutions spécialisées	92 - 93	20

INTRODUCTION

1. Au paragraphe 3 c) de sa résolution 10 (XXXI), la Commission des droits de l'homme a notamment prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa trente-deuxième session, en tenant compte de la nécessité d'établir un programme de travail à long terme unifié dans le domaine des droits de l'homme, un rapport sur les débats et recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation, de la Conférence mondiale de la population et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement relatifs aux divers aspects de la mise en oeuvre des droits de l'homme.

2. Le présent rapport est soumis pour répondre à cette demande de la Commission des droits de l'homme. On a cru bon de suivre l'ordre chronologique en traitant successivement de la Conférence sur l'environnement, de la Conférence mondiale de la population et de la Conférence mondiale de l'alimentation, puisque ces deux dernières conférences ont tenu compte dans une certaine mesure des travaux de la première. Le Secrétaire général a interprété au sens large l'expression "relatifs aux divers aspects de la mise en oeuvre des droits de l'homme", comme se référant à tous les aspects, et non pas simplement aux aspects institutionnels, de la mise en oeuvre des droits de l'homme et comme s'étendant à tous les droits de l'homme - économiques, sociaux et culturels autant que civils et politiques. Les citations et les références ayant trait aux divers textes adoptés par les Conférences ne sont faites qu'à titre d'exemple.

I. DEBATS ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR
L'ENVIRONNEMENT RELATIFS AUX DIVERS ASPECTS DE LA MISE EN OEUVRE
DES DROITS DE L'HOMME

3. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement s'est tenue à Stockholm du 5 au 16 juin 1972 à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies qui, par sa résolution 2581 (XXIV), a affirmé que le but principal de la Conférence "doit être de servir de moyen pratique d'encourager les gouvernements et les organisations internationales à agir et de leur fournir des indications en vue de cette action, destinée à protéger et à améliorer le milieu humain ainsi qu'à remédier à sa détérioration ou à l'empêcher, grâce à la coopération internationale, eu égard à l'importance particulière qu'il y a à mettre les pays en voie de développement en état de prévenir l'apparition de tels problèmes".

4. Les représentants de 113 Etats et de nombreuses organisations et institutions ont participé à cette conférence 1/, dont les débats approfondis ont permis de traiter toutes les questions relatives à l'environnement 2/.

5. La Conférence a adopté une déclaration énonçant les principes "qui inspireront et guideront les efforts des peuples du monde en vue de préserver et d'améliorer l'environnement". La Conférence a également adopté un Plan d'action pour l'environnement, constitué par trois grandes catégories d'actions : un programme mondial d'évaluation de l'environnement (plan vigie); un programme de gestion de l'environnement : fixation d'objectifs et planification, consultations et accords internationaux; enfin, pour étayer les activités d'évaluation et de gestion, une série de mesures internationales dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'information et de la coopération technique^{3/}.

6. Une résolution a aussi été adoptée, qui recommande de créer des institutions internationales et de constituer un fonds international de contributions volontaires pour traiter les problèmes de l'environnement 4/.

A. La dimension humaine des problèmes de l'environnement

7. Dans sa déclaration, la Conférence sur l'environnement a proclamé certains principes de base pour orienter les politiques d'environnement. Aux termes de cette déclaration, "L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être" 5/. Il est à la fois créature et créateur de son environnement, qui assure sa subsistance physique et lui offre la possibilité d'un développement intellectuel, moral, social et spirituel. Les deux éléments de son environnement, l'élément naturel et celui

1/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (publication des Nations Unies, no : F.73.II.A.14), chap. VII, par. 13-17.

2/ Ibid., chap. VIII, par. 33-64.

3/ Ibid., chap. I et II.

4/ Ibid., chap. III.

5/ Ibid., chap. I, principe 1.

qu'il a lui-même créé, sont indispensables à son bien-être et "à la pleine jouissance de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie même"6/. L'homme a donc le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures 7/.

8. Cependant, la déclaration a souligné les exemples de dommages provoqués par l'homme qui se multiplient en de nombreuses régions du globe : on constate des niveaux dangereux de pollution de l'eau, de l'air, de la terre et des êtres vivants; des perturbations profondes et regrettables de l'équilibre écologique de la biosphère; la destruction et l'épuisement de ressources irremplaçables; enfin, de graves déficiences qui sont dangereuses pour la santé physique, mentale et sociale de l'homme, dans l'environnement qu'il crée et, en particulier, dans son milieu de vie et son travail 8/.

9. La gravité de la situation a amené un représentant, au cours des débats de la Conférence, à déclarer que "la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948 avait été formulée alors que planait la menace d'une guerre nucléaire; aujourd'hui, la Déclaration sur l'environnement allait être adoptée alors que planait la menace d'une catastrophe écologique". 9/

10. Les dangers qui menacent l'environnement ont plusieurs sources et appellent des réactions diverses. Aux termes de la Déclaration, "dans les pays en voie de développement, la plupart des problèmes de l'environnement sont causés par le sous-développement. Des millions d'hommes continuent à vivre bien-au-dessous des niveaux les plus bas compatibles avec une vie humaine décente, privés du nécessaire en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement, le logement, l'éducation, la santé et l'hygiène" 10/. Le sous-développement économique est souvent accompagné ou déterminé par les politiques qui encouragent l'apartheid, la ségrégation raciale, la discrimination, les formes coloniales et autres, d'oppression et de domination étrangères, qui sont condamnées par la Déclaration 11/. La Conférence a aussi condamné explicitement, comme portant atteinte à l'environnement et néfastes au bien-être des hommes, les projets d'établissements humains conçus pour maintenir la domination du colonialisme et du racisme.

11. On a reconnu que le meilleur moyen de remédier aux déficiences de l'environnement dans les pays en développement serait d'accélérer leur développement qui reste la condition "indispensable si l'on veut assurer un environnement propice à l'existence et au travail de l'homme et créer sur la terre des conditions nécessaires à l'amélioration de la qualité de la vie" 12/.

6/ Ibid., chap. I, par. 1.

7/ Ibid., chap. I, principe 1.

8/ Ibid., chap. I, par. 3.

9/ Ibid., chap. X, par. 310.

10/ Ibid., chap. I, par. 4.

11/ Ibid., chap. I, principe 1.

12/ Ibid., chap. I, principe 3.

12. Tout en reconnaissant que les hommes sont ce qu'il y a de plus précieux au monde, qu'ils animent tout progrès, y compris la transformation de l'environnement, la Déclaration a souligné que l'augmentation naturelle de la population pose parfois des problèmes pour la préservation de l'environnement, et appelle des mesures appropriées. En conséquence, dans les régions où le taux d'accroissement de la population ou sa concentration excessive sont de nature à exercer une influence défavorable sur l'environnement, et à faire obstacle au développement, "il faudrait mettre en oeuvre des politiques démographiques qui respectent les droits fondamentaux de l'homme et qui soient jugées adéquates par les Gouvernements intéressés" 13/.

13. Pour résoudre les problèmes de l'environnement, il est essentiel de dispenser un enseignement sur les questions d'environnement aux jeunes générations aussi bien qu'aux adultes et d'utiliser les ressources de la science et des techniques, y compris la libre circulation des informations les plus récentes dans ce domaine 14/.

14. Les autorités locales et le gouvernement national sont responsables, au premier chef, de toute action et toute politique d'environnement. La Déclaration a reconnu que les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement. Cependant, ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale 15/.

15. La Déclaration a aussi reconnu la nécessité d'une action internationale afin d'apporter un soutien aux pays en développement dans le domaine de l'environnement, et parce qu'un nombre toujours plus élevé de problèmes d'environnement concernant plusieurs pays à la fois exigeront une coopération étendue entre les pays et une action de la part des organisations internationales 16/.

16. Dans les activités relatives à l'environnement et à sa protection, il faudra tenir pleinement compte des échelles de valeur prévalant dans chaque pays et de l'applicabilité de normes qui sont valables pour les pays les plus avancés mais qui peuvent ne pas être adaptées aux pays en voie de développement, et être pour ces pays d'un coût social injustifié 17/.

13/ Ibid., chap. I, par. 5 et principe 16.

14/ Ibid., chap. I, principes 19 et 20.

15/ Ibid., chap. I, principe 21.

16/ Ibid., chap. I, par. 7.

17/ Ibid., chap. I, principe 23.

B. Plan d'action pour l'environnement : recommandations d'action
au niveau international

17. Le Plan d'action pour l'environnement 18/, adopté par la Conférence, contient 109 recommandations réparties en cinq grands thèmes. Pour chaque thème, il est recommandé aux gouvernements et aux organisations internationales, en particulier aux Nations Unies et aux institutions spécialisées, de prendre des mesures en vue de résoudre les problèmes les plus cruciaux.

18. L'aménagement et la gestion des établissements humains en vue d'assurer la qualité de l'environnement font l'objet des recommandations 1 à 18, qui traitent notamment de la nécessité, pour la planification, l'amélioration et la gestion des établissements ruraux et urbains, d'adopter une méthode d'approche qui embrasse tous les aspects de l'environnement, naturel ou créé par l'homme. Ainsi, devront être soutenus en priorité les projets de "planification des établissements humains, notamment pour les problèmes de logement, de transport, d'approvisionnement en eau, d'évacuation des eaux usées et de santé publique, ainsi que la mobilisation des ressources humaines et financières, l'amélioration des établissements urbains de transition et l'entretien des services collectifs essentiels, pour réaliser autant que possible la promotion sociale du pays bénéficiaire tout entier" 19/.

19. En outre, il est recommandé d'aider les pays peu industrialisés à résoudre les problèmes d'environnement que posent leurs projets de développement, et à cette fin, de soutenir activement la formation professionnelle.

20. La gestion des ressources naturelles du point de vue de l'environnement a reçu une attention particulière dans les recommandations 19 à 69, qui traitent notamment de l'aménagement de l'espace rural, de la lutte contre les parasites, de l'utilisation des engrais, du recyclage des déchets, des pêcheries, des ressources en eau, de l'extraction minière et des traitements des minéraux, et de l'énergie.

21. La détermination des polluants d'importance internationale et la lutte contre ces polluants ont fait l'objet des résolutions 70 à 94.

22. Les recommandations 95 à 101 portent sur les aspects éducatifs, sociaux et culturels des problèmes de l'environnement et de la question de l'information; il est recommandé notamment d'établir des programmes éducatifs internationaux sur l'environnement.

23. La question du développement et de l'environnement est traitée dans la section finale des recommandations (102-109), et notamment la préparation d'études sur les problèmes d'environnement qui se posent aux pays en voie de développement et l'aide nécessaire à ces pays pour promouvoir un enseignement élémentaire attachant une importance particulière à l'hygiène, pour mettre au point et appliquer des méthodes adéquates qui améliorent les conditions d'hygiène, de logement, d'assainissement, d'adduction d'eau et d'érosion des sols.

18/ Ibid., chap. II.

19/ Ibid., chap. II, recommandation I, alinéa a).

24. Il a aussi été recommandé que les considérations d'ordre international sur l'environnement liées au plan d'action soient intégrées lors de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, de manière que le courant d'aide internationale en faveur des pays en voie de développement ne soit pas entravé 20/.

C. Dispositions institutionnelles et financières internationales

25. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement, dans sa résolution 1 (I) 21/, a exprimé sa conviction que, pour être efficace, la coopération internationale dans le domaine de l'environnement nécessite des ressources financières et techniques supplémentaires et qu'il faut aussi instituer, dans le cadre des Nations Unies, des arrangements institutionnels permanents pour la protection et l'amélioration de l'environnement.

26. La Conférence a ainsi recommandé que l'Assemblée générale crée un Conseil d'administration des programmes relatifs à l'environnement, composé de 54 membres, chargé notamment de promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et de fournir des directives générales pour les programmes d'environnement dans le cadre du système des Nations Unies. Ce Conseil devra aussi faire rapport chaque année sur les questions d'environnement à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, qui transmettra le rapport avec ses observations sur les questions de coordination et la relation entre les politiques et programmes relatifs à l'environnement dans le cadre des organismes des Nations Unies et les politiques et priorités générales dans le domaine économique et social. La Conférence a aussi recommandé que l'Assemblée générale crée, à l'Organisation des Nations Unies, un petit secrétariat de l'environnement dirigé par un Directeur exécutif.

27. Par la même résolution, la Conférence a recommandé de créer, sous les auspices et dans le cadre du Comité administratif de coordination, un conseil de coordination pour l'environnement, présidé par le Directeur exécutif. L'Organe de coordination devra assurer une coordination optimale entre tous les programmes des Nations Unies en matière d'environnement.

28. Enfin, par sa résolution 1 (I), la Conférence a recommandé que l'Assemblée générale crée un fonds de contributions volontaires pour le financement des programmes d'environnement d'intérêt général, sous les auspices du Conseil d'administration.

29. Par sa résolution 2997 (XXVII), l'Assemblée générale a créé le Conseil d'administration, le Secrétariat de l'environnement, le Comité de coordination pour l'environnement et le Fonds pour l'environnement.

30. Par sa résolution 3326 (XXIX), l'Assemblée générale a souligné la nécessité de continuer à renforcer l'action du Programme ainsi que ses fonctions de coordination et a prié le Programme des Nations Unies pour l'environnement de mener ses activités en conformité avec la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle a prié le Conseil

20/ Ibid., chap. II, recommandation 109.

21/ Ibid., chap. III.

d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement de tenir pleinement compte de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement a aussi été prié de conformer les activités relevant de sa compétence à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. L'Assemblée a réaffirmé l'importance de la coordination et d'une coopération actives entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organismes des Nations Unies dans leurs activités respectives, de façon à garantir que les besoins et les problèmes écologiques des Etats Membres, en particulier ceux des pays en voie de développement, bénéficieront d'une attention et de mesures effectives, quand lesdits Etats le demanderont.

31. Aux sessions de l'Assemblée générale et à la Conférence, on a souvent exprimé l'avis que l'homme possède les moyens techniques de prévoir et de prévenir les phénomènes préjudiciables à l'écologie et de créer un monde beaucoup plus heureux et plus riche, mais qu'aucun progrès positif ne peut être réalisé en l'absence d'une volonté politique. On a maintes fois souligné qu'une coopération et une compréhension au niveau mondial étaient les seuls moyens de permettre à l'homme d'arriver aux résultats que ses talents mettent à sa portée 22/.

22/ Ibid., chap. VIII, par. 64.

II. DEBATS ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE MONDIALE DE
LA POPULATION RELATIFS AUX DIVERS ASPECTS DE LA MISE EN
OEUVRE DES DROITS DE L'HOMME

32. Par sa résolution 1484 (XLVIII) du 3 avril 1970, le Conseil économique et social a approuvé la recommandation de la Commission de la population visant à réunir en 1974 une conférence mondiale de la population sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

33. Parmi les travaux préparatoires, un Colloque sur la population et les droits de l'homme, organisé par les Nations Unies en coopération avec le Gouvernement des Pays-Bas, a eu lieu à Amsterdam, du 21 au 29 janvier 1974.

34. La Conférence mondiale de la population s'est tenue à Bucarest (Roumanie) du 19 au 30 août 1974, avec la participation des représentants de 137 Etats et de quatre mouvements de libération.

35. Les questions principales qui ont été examinées étaient : a) les tendances démographiques récentes et les perspectives d'avenir; b) les rapports entre l'évolution démographique et le développement économique et social; c) les rapports entre la population, les ressources et l'environnement; d) la population et la famille; et e) le Plan d'action mondial sur la population.

36. La Conférence a adopté 21 résolutions, quatre recommandations et un plan d'action mondial sur la population comme texte général en vue de dégager les principes et les objectifs en matière de population aussi bien que les types de mesures que l'on peut envisager pour leur application. Ces textes sont contenus dans le rapport de la Conférence 1/.

A. Développement économique et social, politiques démographiques et droits de l'homme

37. La Conférence a souligné à plusieurs reprises l'interdépendance du développement économique et social, des politiques de la population et du respect des droits de l'homme. Nombreux, dans les textes approuvés, ont été les rappels de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les références, en termes généraux, aux droits et libertés de l'homme 2/.

38. Le Plan d'action a proclamé que le but des politiques de la population est "d'améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie de chacun" 3/. Comme la Conférence l'a affirmé à plusieurs reprises, il s'agit, en d'autres termes, de contribuer à assurer pleinement la jouissance des droits économiques, sociaux et

1/ Rapport de la Conférence mondiale de la population, (publication des Nations Unies, No F.75.XIII.3).

2/ Ibid., chap. I, par. 14 m); et chap. II, résolution XVI.

3/ Ibid., chap. I, par. 14 a).

culturels reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cependant, ainsi que la Conférence l'a également souligné, les politiques de la population ne devraient nullement être considérées comme capables, à elles seules, d'assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. Elles doivent demeurer "des éléments constitutifs des politiques de développement économique et social et ne sauraient en aucune façon en tenir lieu" 4/. La nécessité d'intégrer les politiques démographiques dans les programmes globaux de développement, tant sur le plan national que dans l'ordre international, et de ne jamais perdre de vue la finalité du bien-être et du progrès humains, a été aussi remarquée, en particulier par la résolution V de la Conférence, intitulée "Pour un monde plus juste". Cette résolution a notamment affirmé qu'étant partie intégrante des efforts visant à édifier un monde plus équitable, la solution des problèmes concernant la population implique la liquidation du sous-développement, la suppression des écarts entre les Etats industriellement avancés et ceux qui sont en retard 5/, ainsi que "le développement de relations de coopération internationale dans le cadre d'un nouvel ordre économique" 6/.

39. La Conférence a également mis en lumière les rapports étroits qui existent entre les activités tendant à assurer le développement économique et social, y compris les politiques de la population, et les droits et libertés civils et politiques.

40. Le Plan d'action a souligné l'importance suprême du "respect de la vie humaine", qui constitue "une valeur fondamentale de toute société humaine", même "indépendamment de la réalisation d'objectifs économiques et sociaux" 7/.

41. La Conférence a estimé que "tout en contribuant à la réalisation des objectifs sociaux et économiques, les politiques démographiques devraient être compatibles avec les valeurs humaines reconnues sur le plan international et sur le plan national que sont la liberté individuelle, la justice et le droit à l'existence des groupes nationaux, régionaux et minoritaires" 8/. Cette exigence éthique constitue en même temps une condition du développement. En effet, la réalisation des objectifs économiques et sociaux "exige", selon le Plan d'action, "la reconnaissance de la dignité de l'individu, le respect de la personne humaine et l'autodétermination, ainsi que l'élimination de la discrimination sous toutes ses formes" 9/.

42. Le droit de toute personne à l'égalité des chances et de traitement et à la protection contre les mesures discriminatoires a été fréquemment réaffirmé par la Conférence, dans divers contextes.

4/ Ibid., chap. I, par. 14 d).

5/ Ibid., chap. II, résolution V, par. 1 a).

6/ Ibid., chap. II, résolution V, par. 1 e).

7/ Ibid., chap. I, par. 14 e).

8/ Ibid., chap. I, par. 14 d).

9/ Ibid., chap. I, par. 14 b).

43. Par sa résolution XIX, la Conférence, s'étant déclarée profondément convaincue que la pratique de l'apartheid constitue un crime contre l'humanité et plus particulièrement un crime de génocide et que l'apartheid et la discrimination raciale sous toutes leurs formes constituent la négation totale des buts et principes de la Charte des Nations Unies et des objectifs de la Conférence mondiale de la population, et sérieusement préoccupée du fait que l'application de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie du Sud entraîne une grave dégradation de la qualité de la vie et des niveaux de vie de la population, a condamné les régimes minoritaires de l'Afrique du Sud, de la Namibie et de la Rhodésie du Sud.

44. Dans son Plan d'action et plusieurs résolutions, la Conférence a recommandé l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, souligné le rôle crucial des femmes pour le succès des politiques de la population, et recommandé l'adoption de mesures en vue d'assurer l'éducation de la femme et sa pleine participation à l'élaboration et à l'exécution de ces politiques 10/.

45. On a recommandé que les stratégies de la population accordent un degré de priorité élevé aux mesures visant à améliorer à brève échéance les conditions de vie des groupes les plus défavorisés de la population, en particulier les populations rurales 11/.

46. La Conférence a également adressé des appels pour que les politiques de la population tiennent compte des droits des minorités 12/.

47. Il a été déclaré que la pleine participation des populations à l'élaboration et à l'exécution des politiques démographiques constituait elle-même un droit de l'homme qu'il fallait mettre en oeuvre, aussi bien qu'une condition indispensable pour assurer l'efficacité de ces politiques et le respect des autres droits et libertés de l'homme en ce domaine 13/.

10/ Voir en particulier : ibid., chap. I, par. 14 h), et chap. II, résolutions IV et XII.

11/ Voir en particulier : ibid., chap. II, par. 14 k) et 25, et chap. II, résolution XIII.

12/ Voir en particulier : ibid., chap. I, par. 14 d), et chap. II, résolution XIII, par. 2 c).

13/ Voir en particulier : ibid., chap. I, par. 14 j). et 15 g), et chap. II, résolution XVI, alinéa b) du dispositif.

B. Développement économique et social, politiques démographiques et droit à l'autodétermination

48. La Conférence a affirmé, dans son Plan d'action, qu'"un véritable processus de développement, avec ses composantes démographiques, 'ne saurait s'instaurer sans l'indépendance et la libération nationales', et que le développement 'exige ... l'autodétermination'" 14/. La domination étrangère et coloniale, l'apartheid et le néo-colonialisme sous toutes ses formes, qui continuent de constituer les plus graves obstacles à l'émancipation complète et au progrès des pays en voie de développement et de toutes les populations intéressées, ont été condamnés ... dans le Plan d'action.

49. L'aspect économique du droit d'autodétermination a fait l'objet de mentions particulières, notamment dans la résolution V selon laquelle "l'amélioration des conditions de vie et, en général, la solution des problèmes de population, exigent le respect du droit inaliénable, pour chaque pays, de disposer en maître de ses ressources nationales, ... de sorte que ces ressources puissent être utilisées pour le progrès économique et social du pays en tenant dûment compte de la nécessité d'améliorer la coopération économique internationale" 15/.

C. Droits relatifs à la procréation et à la famille

50. La Conférence a réaffirmé les principes en matière de mariage déjà inscrits dans les instruments pertinents des Nations Unies, selon lesquels, notamment, le mariage ne saurait être contracté qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux 16/, et la loi doit fixer un âge minimum pour le mariage 17/.

51. La famille a été, de nouveau, reconnue comme l'unité de base de la société, et la Conférence a souligné la nécessité d'une protection adéquate de la famille par la législation et des politiques appropriées 18/.

52. Le Plan d'action, reconnaissant la diversité des objectifs nationaux en matière de fécondité, n'a pas préconisé l'établissement d'une norme mondiale concernant les dimensions de la famille 19/. Conformément à la Proclamation de la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968) et aux autres instruments internationaux pertinents, la Conférence a proclamé que "tout couple et tout individu a le droit fondamental de décider librement et en toute responsabilité du nombre de

14/ Ibid., chap. I, par. 14 b).

15/ Ibid., chap. II, résolution V, par. 1 c); voir aussi, par exemple, la résolution III concernant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et la résolution XVII.

16/ Ibid., chap. I, par. 39 d).

17/ Ibid., chap. I, par. 32 f).

18/ Ibid., chap. I, par. 14 g) et 39 a).

19/ Ibid., chap. I, par. 27.

ses enfants et de l'espacement des naissances, d'être suffisamment instruit et informé de ces questions et de bénéficier de services adéquats en la matière; dans l'exercice de ce droit, les couples et les individus doivent tenir compte des besoins de leurs enfants vivants et à venir et de leurs responsabilités à l'égard de la communauté" 20/.

53. Elle a recommandé aux Etats de respecter et d'assurer ce droit, "indépendamment de leurs objectifs démographiques d'ensemble", et notamment : de favoriser une éducation appropriée; d'offrir aux personnes qui le souhaitent des informations et des moyens d'exercer leurs droits relatifs à la procréation; et de veiller à ce que l'information et l'éducation sur la planification familiale "soient fondées sur des connaissances scientifiques sérieuses et vérifiées et décrivent en détail les risques que peuvent comporter l'utilisation ou la non-utilisation des contraceptifs"21/. Il a été précisé "qu'en améliorant la condition de la femme au sein de la famille et dans la société, on peut contribuer, lorsqu'on le souhaite, à réduire la dimension de la famille" et que "la possibilité offerte à la femme de planifier les naissances améliore aussi sa condition personnelle" 22/.

54. Les programmes de planification familiale, a souligné la Conférence, doivent être "menés à bien dans le respect absolu des droits fondamentaux de l'être humain et [préserver] la dignité de la famille, sans comporter de recours à des moyens coercitifs" 23/.

55. Plusieurs références ont été faites aux droits des enfants et des jeunes gens, notamment : lors de la dissolution du mariage 24/, en ce qui concerne l'égalité de statut juridique et social des enfants légitimes et des enfants nés hors mariage ou adoptés 25/, et en ce qui concerne le développement de l'éducation scolaire et préscolaire 26/. La Conférence a prié instamment les Etats d'éliminer le travail des enfants et de sanctionner les sévices commis sur les enfants 27/.

D. Réduction de la mortalité et de la morbidité

56. La Conférence a recommandé que des efforts soient poursuivis, notamment en vue de réduire la mortalité infantile, d'améliorer les conditions sanitaires et nutritionnelles, et de réduire "les disparités constatées quant aux taux de mortalité et de morbidité entre les zones urbaines et les zones rurales, entre les différents groupes sociaux et ethniques et entre les sexes" 28/.

20/ Ibid., chap. I, par. 14 f).

21/ Ibid., chap. I, par. 29.

22/ Ibid., chap. I, par. 43

23/ Ibid., chap. II, résolution XVI, alinéa a) du dispositif.

24/ Ibid., chap. I, par. 39 e).

25/ Ibid., chap. I, par. 40 a).

26/ Ibid., chap. I, par. 32 d).

27/ Ibid., chap. I, par. 32 e).

28/ Ibid., chap. I, par. 24 c).

E. Migrations internes et droits de l'homme

57. En ce qui concerne les migrations internes, la Conférence a estimé que les politiques visant à la régulation des mouvements migratoires vers les zones urbaines devraient être coordonnées avec des politiques tendant à accroître la capacité d'accueil des centres urbains et à éliminer les conséquences néfastes d'un afflux excessif de la population 29/. Les gouvernements ont été priés instamment, dans la formulation et l'application de ces politiques, d'éviter toutes mesures "qui portent atteinte au droit de l'individu de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, droit proclamé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans diverses conventions internationales" 30/.

F. Migrations internationales et droits de l'homme

58. La Conférence a recommandé que "les gouvernements et les organisations internationales facilitent, d'une manière générale, les migrations internationales volontaires" 31/. Elle a précisé que "ces mouvements ne devraient pas être fondés sur des considérations raciales qui sont au détriment des populations autochtones" 32/.

59. Il a été réaffirmé que les problèmes de réfugiés et de personnes déplacées créés par les migrations forcées, y compris celui du droit des personnes de regagner leurs foyers et de retrouver leurs biens, devraient être réglés conformément aux principes pertinents de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des autres instruments internationaux 33/.

60. Les pays intéressés devraient s'employer à éviter que les travailleurs migrants et leurs familles fassent l'objet de discrimination, à sauvegarder leurs droits individuels, à combattre les préjugés dont ils sont victimes, à encourager la réunion des familles, et à leur permettre de préserver leur patrimoine culturel 34/. La répression de l'immigration illégale devrait s'attaquer particulièrement à ceux qui suscitent ou facilitent ces pratiques, et les droits fondamentaux des immigrants en situation illégale devraient être respectés.

61. Dans les cas des immigrants dont la durée de séjour semble devoir se prolonger, il faudrait que les gouvernements étudient la possibilité de les faire bénéficier des droits civils dont jouissent les ressortissants 35/.

29/ Ibid., chap. I, par. 45.

30/ Ibid., par. 46 a).

31/ Ibid., chap. I, par. 51.

32/ Ibid., chap. I, par. 51.

33/ Ibid., chap. I, par. 53.

34/ Ibid., chap. I, par. 55 et 56.

35/ Ibid., chap. I, par. 60.

62. La Conférence a estimé que l'Organisation internationale du Travail devrait promouvoir une action concertée dans le domaine de la protection des travailleurs migrants, et que "la Commission des droits de l'homme de l'ONU devrait contribuer d'une manière appropriée à assurer que les droits fondamentaux des migrants soient sauvegardés" 36/.

63. L'exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés a fait l'objet de recommandations qui concernent en particulier l'élaboration de politiques nationales et internationales propres à parer aux inconvénients de ce phénomène pour les pays en voie de développement 37/.

G. Questions relatives à la structure de la population par âges, notamment aux droits des personnes âgées et des jeunes gens

64. Compte tenu de la proportion croissante des jeunes dans la population de nombreux pays en voie de développement, les gouvernements de ces pays ont été invités à adopter des priorités pour assurer leur subsistance, leur santé, leur éducation et leur emploi, ainsi que leur participation active à la vie politique, culturelle, sociale et économique 38/.

65. Les autres pays ont été invités à examiner les incidences contraires d'une population vieillissante associée à une fécondité faible ou modérée 39/.

66. Tous les gouvernements ont été priés d'appliquer, dans le cadre de leur politique de développement, "des programmes complets, humanitaires et justes, de sécurité sociale pour les personnes âgées". La nécessité de protéger les personnes âgées a été également soulignée dans la résolution XIII 40/.

H. Mise en oeuvre du Plan d'action sur la population : rôle des gouvernements et de la coopération internationale

67. Tout en reconnaissant qu'il appartient à chaque gouvernement de fixer ses propres politiques démographiques, la Conférence a souligné que ces politiques devraient être formulées et appliquées "d'une manière qui ne porte pas atteinte aux principes universellement admis en matière de droits de l'homme mais contribue au contraire comme il convient à les promouvoir" 41/.

68. La coopération internationale en matière de population, qui doit contribuer à la réalisation des objectifs du Plan d'action, pourrait prendre la forme soit d'une aide directe technique ou financière qui viendrait s'ajouter à l'aide

36/ Ibid., chap. I, par. 62.

37/ Ibid., chap. I, par. 57 et 58.

38/ Ibid., chap. I, par. 64.

39/ Ibid., chap. I, par. 66.

40/ Ibid., chap. I, par. 66, et chap. II, résolution XIII, par. 2 c).

41/ Ibid., chap. I, par. 97.

au développement économique et social, soit d'autres activités, par exemple : contrôle des progrès accomplis, recherches, échanges de renseignements 42/. La Conférence a estimé que la coopération internationale devrait être intensifiée et l'assistance internationale dans le domaine démographique considérablement augmentée, pour assurer l'application du Plan d'action 43/.

69. L'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil économique et social, les conseils d'administration du PNUD et du FNUAP et les autres organisations concernées ont été invités à étudier avec soin ce plan d'action et à veiller à ce qu'il lui soit donné suite de manière appropriée 44/.

70. La Conférence a recommandé que les organismes compétents des Nations Unies examinent tous les deux ans, à partir de 1977, les nouvelles tendances et politiques démographiques, et qu'ils procèdent tous les cinq ans à un examen et à une évaluation complets des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Plan d'action, examen qui devrait être étroitement coordonné avec celui relatif à l'application de la Stratégie internationale du développement 45/.

71. Dans sa résolution 3344 (XXIX) du 17 décembre 1974, l'Assemblée générale a, en particulier, pris acte avec satisfaction du rapport de la Conférence, et au paragraphe 7, a demandé à la Commission de la population et aux organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, des commissions régionales, des institutions spécialisées et de tous les autres organismes des Nations Unies qui font rapport au Conseil économique et social "de déterminer comment chacun d'eux peut faciliter au mieux l'application du Plan d'action mondial sur la population et quelles modifications devront éventuellement être apportées à leurs programmes de travail, et de faire rapport au Conseil à ce sujet".

42/ Ibid., chap. I, par. 100.

43/ Ibid., chap. I, par. 104.

44/ Ibid., chap. I, par. 101.

45/ Ibid., chap. I, par. 108 et 109.

III. DEBATS ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION
RELATIFS AUX DIVERS ASPECTS DE LA MISE EN OEUVRE DES DROITS DE L'HOMME

72. La Conférence mondiale de l'alimentation s'est tenue à Rome du 5 au 16 novembre 1974, conformément à la recommandation formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3180 (XXVIII). Cette résolution reflétait l'intérêt pour la convocation d'une telle conférence qu'avaient exprimé le Conseil économique et social, la Conférence de la FAO à sa dix-septième session, le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail, la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (Alger, 6-9 septembre 1973) et le Secrétaire général de la CNUCED 1/.

73. Le but de la Conférence mondiale de l'alimentation, tel qu'il est énoncé dans la résolution 3180 (XXVIII), était de mettre au point des moyens grâce auxquels la communauté internationale dans son ensemble pourrait agir d'une façon concrète pour résoudre le problème alimentaire mondial dans le contexte plus large du développement et de la coopération économique internationale, et d'offrir aux Etats membres une tribune où ils pourraient oeuvrer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le monde et de l'assistance d'urgence.

74. Ont pris part à la Conférence les représentants de 133 Etats, de six mouvements de libération et de nombreuses autres organisations 2/.

75. Après un débat approfondi sur le caractère et les causes de la crise alimentaire qui sévit actuellement dans le monde et les méthodes propres à lui faire face, la Conférence a adopté un Programme d'action consistant en une Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition et en 22 résolutions 3/.

A. Droits de l'homme, élimination de la faim et crise alimentaire mondiale

76. Dans la Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition, la Conférence a proclamé solennellement que "chaque homme, femme et enfant, a le droit inaliénable d'être libéré de la faim et de la malnutrition afin de se développer pleinement et de conserver ses facultés physiques et mentales" 4/.

77. La Déclaration a souligné que la grave crise alimentaire qui affecte les peuples des pays en développement "où vivent la majeure partie de ceux qui souffrent de la faim et de la sous-alimentation et où plus des deux tiers de la population mondiale produisent un tiers environ des ressources alimentaires du monde" porte profondément atteinte "aux principes et aux valeurs de caractère plus fondamental

1/ Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation (publication des Nations Unies, No F.75.II.A.3), chap. III, par. 1-25.

2/ Ibid., chap. IV, par. 27-32.

3/ Ibid., chap. I, II, V et VI.

4/ Ibid., chap. I, par. 1.

qui s'incarnent dans le droit à la vie et à la dignité humaines tel qu'il est consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme" 5/.

78. La Déclaration a proclamé que "l'élimination de la faim et de la malnutrition, qui figure au nombre des objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur le progrès et le développement dans le domaine social, ainsi que l'élimination des causes responsables de cette situation sont les objectifs communs de toutes les nations" 6/.

79. Déterminant les causes de la crise alimentaire mondiale, la Déclaration a reconnu que la situation des peuples qui souffrent de la faim et de la sous-alimentation a pour origine des circonstances historiques, notamment "les inégalités sociales ainsi que, souvent, la domination étrangère et coloniale, l'occupation étrangère, la discrimination raciale, l'apartheid et le néo-colonialisme sous toutes ses formes et reste l'un des principaux obstacles à la pleine émancipation et au progrès des pays en développement et de tous les peuples en cause" 7/. Les effets négatifs du colonialisme sur la situation alimentaire de ses victimes et la nécessité d'une assistance particulière ont été soulignés dans la résolution XV, intitulée "Assistance alimentaire aux victimes des guerres coloniales en Afrique".

80. L'instauration d'un ordre mondial fondé sur la justice et la paix contribuera considérablement à la solution du problème alimentaire mondial puisque, aux termes de la Déclaration, "la paix et la justice comportent une dimension économique contribuant à la solution des problèmes économiques mondiaux, et à la liquidation du sous-développement, offrant une solution définitive au problème alimentaire pour tous les peuples et garantissant à tous les Etats le droit de mettre librement et efficacement en oeuvre leurs programmes de développement. A cet effet, il importe d'éliminer les menaces et les recours à la force, de favoriser la coopération pacifique entre Etats dans toute la mesure du possible, d'appliquer les principes de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, de la pleine égalité des droits, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, ainsi que de promouvoir la coopération pacifique entre tous les Etats, indépendamment de leurs systèmes politiques, sociaux et économiques. L'amélioration des relations internationales aboutira à l'instauration de meilleures conditions de coopération internationale dans tous les domaines, ce qui devrait permettre de consacrer d'importantes ressources financières et matérielles notamment au développement de la production agricole et à l'amélioration sensible de la sécurité alimentaire mondiale" 8/. A ce propos, la Déclaration mentionne la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

5/ Ibid., chap. I, préambule, al. a).

6/ Ibid., chap. I, préambule, al. b).

7/ Ibid., chap. I, préambule, al. c).

8/ Ibid., chap. I, al. h).

81. La Déclaration a mis l'accent, notamment, sur le devoir qui incombe à chaque gouvernement, lors de la préparation et de la mise en oeuvre des programmes nationaux de développement économique et social de prendre des mesures en vue de résoudre les problèmes alimentaires "dont il convient de souligner les aspects humanitaires" ^{9/} ainsi que sur la nécessité d'une assistance internationale et sur le fait que tous les pays de la communauté internationale sont solidairement tenus d'assurer en tout temps un approvisionnement mondial adéquat en denrées alimentaires de base ^{10/}.

82. Dans ses résolutions, la Conférence s'est efforcée de définir plus concrètement les moyens de mettre en application le droit de chacun d'être libéré de la faim et de la malnutrition. Dans la résolution I, sur les "objectifs et stratégies de production alimentaire", les gouvernements des pays en développement ont été appelés à formuler, avec la pleine participation des producteurs et des organisations intéressées, des politiques appropriées en matière de production alimentaire, et à prendre des mesures en vue de réaliser une réforme agraire et une transformation progressive des structures et des relations socio-économiques dans les zones rurales. Elle a demandé aux gouvernements des pays développés d'accroître substantiellement l'assistance qu'ils dispensent à l'agriculture des pays en développement et de contribuer aux programmes d'aide d'urgence sur le plan international, et à tous les pays de réduire au minimum le gaspillage de produits alimentaires et de ressources agricoles. Des recommandations ont été adressées à la FAO et à d'autres institutions internationales pour qu'elles renforcent leurs programmes de recherche et d'assistance.

83. A la suite de débats au cours desquels il a été souligné que 460 millions de personnes au moins souffraient à l'heure actuelle d'une grave malnutrition protéocalorique et qu'il s'agissait, pour près de la moitié, de jeunes enfants ^{11/}, la Conférence a adopté la résolution V sur les "politiques et programmes visant à améliorer la nutrition", dans laquelle elle a demandé aux gouvernements d'adopter des politiques alimentaires et nutritionnelles concertées, notamment en faveur des groupes vulnérables, tels que femmes enceintes, enfants en bas âge et enfants d'âge préscolaire. Cette résolution ainsi que la résolution VIII ont mis l'accent sur le rôle capital des femmes dans l'achat et la préparation des aliments et ont recommandé que des mesures soient prises pour améliorer leur nutrition, leur niveau d'instruction et leurs conditions de travail et pour les encourager à allaiter leurs enfants et leur permettre de le faire. La Conférence a notamment recommandé que les gouvernements diffusent largement l'éducation nutritionnelle, renforcent les services fondamentaux de santé et améliorent les conditions de l'environnement. Avec l'aide de l'OMS et d'autres organisations intéressées, les gouvernements devraient dresser un programme de contrôle mondial visant à réduire sensiblement les carences en vitamines, iode et fer/folate dans un délai aussi bref que possible.

84. La résolution IX a invité tous les gouvernements et tous les peuples non seulement à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour produire et distribuer équitablement vivres et revenus en quantité suffisante, de manière que tous les êtres humains puissent avoir une alimentation adéquate, mais aussi à donner leur appui, en vue d'une solution à plus long terme, à des politiques démographiques rationnelles conformes aux exigences nationales, dans le cadre d'une stratégie du développement assurant aux couples "le droit de décider pour eux-mêmes, en toute liberté et en toute responsabilité, de l'espacement et du nombre des naissances".

^{9/} Ibid., par. 3. Voir aussi le par. 2 et les par. 4 à 6.

^{10/} Ibid. notamment les par. 7, 8 et 12.

^{11/} Ibid., chap. V, par. 86.

85. La Conférence a souligné, dans la résolution XVII, la nécessité urgente d'assurer en tout temps un approvisionnement suffisant d'aliments de base dans le monde, notamment de façon à éviter les pénuries aiguës de vivres, de soutenir une expansion régulière de la consommation alimentaire dans les pays où la consommation par habitant est basse et de compenser les fluctuations de la production et des prix. Dans cette résolution, elle a encore affirmé que la communauté internationale tout entière était conjointement responsable de la mise au point de politiques et de dispositions visant à assurer la sécurité alimentaire et elle a reconnu "les difficultés auxquelles se heurtent notamment les pays en développement dans la constitution de stocks ... problèmes qui exigent un accroissement immédiat de la production alimentaire dans les pays développés et simultanément l'octroi d'une aide aux pays en développement pour qu'ils augmentent leur production alimentaire et constituent leurs propres stocks". Dans la même résolution, la Conférence a fait siens les objectifs, politiques et directives de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale proposé par la FAO (E/CONF.65/4, chap. 14, annexe A), a invité tous les gouvernements à se déclarer prêts à les adopter et les a exhortés à coopérer en vue de mettre en oeuvre le plus rapidement possible cet engagement international.

B. Mesures internationales visant à donner suite aux recommandations de la Conférence

86. La Conférence a abouti à la conclusion que la solution du problème alimentaire exigeait des mesures coordonnées visant a) à accroître la production alimentaire, b) à améliorer la consommation et la répartition des produits alimentaires et c) à créer un système de sécurité alimentaire 12/.

87. Il a été reconnu que la mise en application d'une grande partie des résolutions et décisions adoptées à la Conférence incombait, naturellement, au premier chef, aux gouvernements intéressés. Il a été admis, d'autre part, que des dispositions devaient être prises sur le plan international pour leur donner suite et notamment pour mettre au point des mécanismes appropriés.

1. Conseil mondial de l'alimentation

88. La Conférence a invité l'Assemblée générale à créer à l'échelon des ministres ou des plénipotentiaires un Conseil mondial de l'alimentation qui serait un organe des Nations Unies faisant rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social et servant de mécanisme de coordination pour l'étude générale intégrée et permanente de la coordination et du suivi efficaces par toutes les institutions du système des Nations Unies, des politiques concernant la production alimentaire, la nutrition, la sécurité alimentaire, le commerce des produits alimentaires, l'aide alimentaire et les autres questions connexes. Le Conseil examinerait périodiquement les principaux problèmes et les questions de politique générale influant sur la situation alimentaire mondiale ainsi que les mesures proposées ou prises en vue de leur solution par les gouvernements et par le système des Nations Unies et ses organismes régionaux et recommanderait le cas échéant, des mesures correctives 13/.

12/ Ibid., chap. VIII, par. 384.

13/ Ibid., chap. II, résolution XXII, par. 1 à 4. (Le Conseil mondial de l'alimentation a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 3348 (XXIX) du 17 décembre 1974).

2. Comité de la sécurité alimentaire mondiale

89. La Conférence a recommandé que la FAO établisse un Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui aurait le statut de comité permanent du Conseil de la FAO. Ce Comité aurait notamment à examiner les mesures prises par les gouvernements pour exécuter l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale, qui est proposé, et à recommander les mesures à court terme et à long terme qui sembleraient devoir être prises pour remédier à toute difficulté prévisible d'approvisionnement en céréales répondant aux besoins minimums de la sécurité alimentaire mondiale. Il soumettrait aussi des rapports périodiques et des rapports spéciaux au Conseil mondial de l'alimentation 14/.

3. Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire

90. Ce Comité soumettrait des rapports périodiques et des rapports spéciaux au Conseil mondial de l'alimentation, et aurait notamment pour tâche d'examiner périodiquement l'évolution générale des besoins et des disponibilités en matière d'aide alimentaire et de recommander aux gouvernements des mesures susceptibles d'améliorer les politiques et programmes d'aide alimentaire 15/.

4. Fonds international de développement agricole

91. Dans la résolution XIII, la Conférence a recommandé de créer un Fonds international de développement agricole pour financer des projets agricoles principalement axés sur la production agricole dans les pays en développement. Ce Fonds serait alimenté par des contributions volontaires et les débours du Fonds se feraient par le truchement des institutions internationales et/ou régionales existantes.

5. Mesures à prendre par le Conseil économique et social et les institutions spécialisées

92. La Conférence a demandé au Conseil économique et social et aux institutions spécialisées de prendre diverses mesures en vue d'aider à exécuter le programme. Dans la résolution XXII, elle a notamment invité le Conseil économique et social à se pencher de toute urgence et à formuler des recommandations sur la question de savoir si des remaniements dans le système des Nations Unies, ou encore la création de nouveaux organes institutionnels se justifient, pour donner une suite efficace à la résolution V de la Conférence sur la nutrition.

93. Dans la même résolution XXII, la Conférence a aussi invité la BIRD, la FAO et le PNUD à organiser un Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en développement. Ce groupe comprendrait des donateurs d'aide bilatérale et multilatérale et des représentants de pays en développement, et il tiendrait le Conseil mondial de l'alimentation au courant des activités visant à accroître, coordonner et améliorer l'efficacité de l'assistance financière et technique à la production agricole dans les pays en développement.

14/ Ibid., résolution XXII, par. 5.

15/ Ibid., par. 6.